

LE PCF ET L'EUROPE

Au surlendemain de l'échec des élections législatives de 1978, le PCF s'est engagé dans une campagne effrénée contre «l'Europe germano-américaine», contre «le déclin et la vassalisation de la France». Le comité central du PCF des 12 et 13 décembre 1978, d'ailleurs consacré pour une large part à la question européenne, a adopté un texte «pour une France indépendante: une Europe démocratique» comprenant «20 propositions pour l'Europe». Un livre *Europe: la France en jeu* rédigé par cinq collaborateurs du C.C. du PCF vient de paraître. Le projet de résolution pour la préparation du 23^e congrès du PCF traite dans une partie non négligeable de: «La voie du déclin de la France», de «la vassalisation». Il n'est en effet qu'à lire la propagande du PCF, qui présente une coloration toute particulière lorsqu'elle est adressée aux viticulteurs du Midi de la France ou aux sidérurgistes lorrains pour mesurer l'importance que celui-ci accorde à ce thème antieuropéen.

POUR le PCF la main de Bonn est derrière chaque restructuration, chaque licenciement en France, Schmidt-Carter dictent toutes les décisions du gouvernement Giscard-Barre..., tout est prétexte à enfourcher ce nouveau cheval de bataille comme l'illustrent ces quelques titres de numéros récents de l'Humanité: «Argenteuil: Un non catégorique à la vassalisation de la France», «Roanne: Une nouvelle victime de l'Europe», «Boulogne victime d'un marchandage Europe-USA» «Europe: la douloureuse expérience bretonne» «Cantonales: l'Europe a frappé dans la région parisienne»...

Dans cet article, nous allons examiner plus en détail les arguments développés par le PCF, les campagnes qu'il mène dans le Midi et en Lorraine, ses propositions «pour une grande politique d'indépendance nationale de la France». Nous allons tenter d'expliquer le pourquoi de cette campagne, du renouveau du thème de «l'union du peuple de France» sur la base de la défense de l'indépendance nationale.

«L'EUROPE GERMANO-AMERICAINE»

«Comme en 1938 pour dénoncer la trahison de Munich, comme dans la Résistance à l'occupation nazie, comme en 1954 dans la lutte pour empêcher la création d'une armée européenne sous commandement

allemand et américain, le PCF se dresse résolument contre l'entreprise de régression sociale et de capitulation nationale. Il appelle au combat tous les travailleurs, tous les patriotes, ceux qui veulent une France écoutée et respectée, ceux qui veulent «vivre, travailler et décider au pays» (Texte adopté par le Comité Central du PCF sur l'Europe: 12 et 13 décembre 1978).

A qui profite l'Europe? Qu'est-ce que l'Europe? Le PCF répond, c'est: «L'Europe des multinationales, animée par Brandt-Schmidt-Giscard d'Estaing-Lecanuet sous le patronage des milliardaires américains» Gaston Plissonnier.

L'Europe de Bonn

«Ce qui va être réalisé, c'est la domination de l'Europe et de la France par les capitalistes allemands. Ce que les Allemands n'ont pu obtenir en 1914 et en 1939, ils le conquièrent aujourd'hui» (1) déclare le PCF.

Selon le parti révisionniste, l'Allemagne de Bonn tente de «renforcer son hégémonie» en Europe, sous la tutelle américaine, parce que c'est un Etat capitaliste puissant, fort d'une politique «du tout à l'exportation» réussie, fort d'une monnaie très stable qui fait de lui le «Banquier de l'Europe» et lui permet ainsi de faire pression au niveau des institutions de la CEE pour faire entériner toutes les décisions qui lui seront favorables... «Ces atouts allemands, la commission de Bruxelles fait plus que les prendre en compte, elle les consolide» ajoute le PCF, citant en leitmotiv la sidérurgie et le plan E. P. I. gnon.

1 - La RFA est-elle ce géant économique dont parle le PCF?

L'économie allemande semble être aujourd'hui, parmi les économies impérialistes, celle qui supporte le mieux la crise avec le Japon; sa balance commerciale est excédentaire, elle connaît un taux d'inflation assez faible et le DM est une des rares monnaies fortes.

Deux facteurs principalement ont permis à la RFA de se hisser au rang des grandes puissances économiques. Au lendemain de la guerre,

(1) Humanité décembre 1978

tout d'abord, la RFA a hérité d'un appareil productif puissant et moderne, produit de l'accumulation très soutenue du capital pendant la période nazie et qui a été relativement peu détruit pendant la guerre.

Les crédits américains, le plan Marshall, l'«aide aux zones occupées» ont permis le financement d'une partie des investissements des secteurs de base (industrie lourde, énergie, transports...) et surtout la moitié des importations, principalement des matières premières.

Le deuxième facteur est constitué par l'afflux de 13 millions d'expulsés ou de réfugiés d'Allemagne de l'Est et de Pologne de 1954 à 1961 ; ce sera la main-d'œuvre qualifiée, et peu exigeante, dont a besoin l'économie allemande. La division de l'Allemagne va contraindre la RFA à choisir la carte du commerce extérieur, afin de financer l'achat de produits agricoles, de matières premières qui lui font défaut du fait de cette division, par la vente des produits de l'industrie lourde (sidérurgie, métallurgie...)

L'économie allemande a connu une croissance très rapide de 1950 à 1975 ; on a même parlé de «miracle allemand».

Ainsi en 1974, la RFA a-t-elle été le pays capitaliste qui a le mieux supporté la crise ; au plus fort de la crise pétrolière, sa balance commerciale enregistrait un excédent de 50 milliards de DM.

Cependant la crise s'est passée à la RFA, dans les mêmes termes que pour les autres pays impérialistes : restructurer, redéployer et pour cela licencier, dégraisser les effectifs, comprimer les salaires. Les chiffres officiels annoncent 70 000 licenciements dans la sidérurgie allemande depuis 1970, dont 42 000 depuis 1974. En 6 ans, le nombre des chômeurs a été multiplié par 7... On recense plus d'un million de chômeurs, 250 000 travailleurs en chômage partiel ; depuis 74, près d'un million d'immigrés ont été expulsés... Et d'après un rapport de l'office fédéral de l'emploi, près de 5 millions d'emplois sont menacés dans les années à venir (1983).

Quant à la croissance de la RFA, bien que supérieure à celle des autres économies européennes, elle devient de plus en plus limitée : 8% par an dans les années 50, 5% dans les années 60, 2,5% depuis 1970.

Et si la RFA se targue d'une inflation modérée, celle-ci s'élevait à 2,4% pour le premier trimestre 1979, chiffre particulièrement élevé comparé à la hausse des prix pour l'ensemble de l'année 1978, soit 2,6%.

Ainsi le géant allemand que présente le PCF repose-t-il sur des bases relativement fragiles, avec ses milliers de chômeurs. D'autant que si le modèle de collaboration de classe s'impose toujours aux travailleurs allemands par l'intermédiaire de leurs syndicats, il est cependant de plus en plus remis en question, comme on l'a bien vu lors de la dernière grève des sidérurgistes pour la semaine de 35 heures.

Comparativement à la France, la RFA apparaît donc comme une partenaire - certes plus forte, mais sans qu'il existe un écart fondamental. Résumé en terme de produit intérieur brut, l'Allemagne «pèse» le 1/3 de la CEE et la France 1/4. Rapportée à la situation de 1970 (indice 100), la production de l'impérialisme allemand (indice 120) s'est moins développée que pour l'impérialisme français (indice 130). Enfin, si le taux de chômage est moins fort en RFA (environ 3,5% de la population active) qu'en France (plus de 5%), les suppressions d'emplois y sont plus importantes, et certaines régions comme le Land de Rhénanie du Nord-Westphalie, de la Ruhr connaissent une situation particulièrement grave (7% de chômage).

Ainsi, si l'impérialisme allemand est la puissance économique dominante au niveau de la CEE, cette puissance est cependant relative, la RFA n'ayant pas plus que les autres impérialismes été épargnée par la crise.

2— La RFA est-elle le cheval de Troie des USA?

«La RFA renforce la domination des USA sur la CEE. L'axe Bonn-Washington doit faire de la CEE une région du bloc atlantique» (2) déclare le PCF, parlant à tout propos d'une Europe, empire germano-américain. La RFA est-elle le cheval de Troie des USA? Depuis la création de la RFA, la bourgeoisie ouest allemande n'a cessé d'affirmer sa fidélité au «camp occidental». En 1974, le chancelier Helmut Schmidt s'exprimait dans ces termes : «Si nous devons choisir entre l'Europe et les

Etats-Unis, nous choisirons les Etats-Unis». Et en avril 78, alors même que les divergences germano-américaines s'approfondissaient, il continuait «L'amitié germano-américaine est si solidement établie que les divergences de vue quotidiennes, qui peuvent apparaître même dans la meilleure coopération, ne peuvent l'affecter».

Cette «amitié germano-américaine» qui pendant un temps a effectivement pris la forme d'une reconnaissance inconditionnelle par les allemands du leadership US, a des fondements multiples. C'est l'impérialisme américain qui, au lendemain de la seconde guerre mondiale a décidé du sort de l'Allemagne occidentale, s'est porté garant de sa restructuration économique et politique, l'a intégrée dans le système de défense occidentale et lui a ainsi permis de se doter de la deuxième armée conventionnelle de l'Ouest. Sur le plan de la défense, la RFA est restée presque totalement dépendante du parapluie nucléaire des Etats-Unis, les accords découlant de la Deuxième guerre mondiale l'ayant privée de la possibilité de posséder une défense véritablement indépendante.

En avril 1978 Schmidt affirmait «l'évolution de l'idée européenne n'est possible que sous la protection des Etats Unis, le plus important partenaire de l'Alliance atlantique. Les Européens ont besoin de cette protection comme ils ont besoin de l'air pour respirer».

Cependant, depuis quelques années, particulièrement depuis l'arrivée au pouvoir de l'administration Carter, des contradictions importantes se sont fait jour entre la RFA et l'impérialisme US, et justement à propos de cette question de la sécurité.

Les études du Pentagone, rendues publiques en 1977, prévoyant l'abandon d'un tiers du territoire ouest-allemand en cas de conflit avec l'Union soviétique ont très sérieusement ébranlé la confiance de la RFA concernant la réelle volonté des USA de garantir la sécurité en Europe.

Les tergiversations américaines à propos de la bombe à neutrons n'ont pas été propres à rassurer les dirigeants ouest-allemands. En effet après avoir obligé la RFA à se

(2) «L'Europe en jeu» 1^{er} trimestre 1979.



«L'Europe germano-américaine», un thème qui détourne les travailleurs de la bourgeoisie française

prononcer pour le stationnement de la bombe N en Europe, prise de position que le gouvernement fédéral aurait souhaité éviter, Carter a renoncé à la fabrication de cette bombe, rendant plus vulnérable encore la position de l'Allemagne face à l'URSS.

De plus en plus, la bourgeoisie allemande craint de n'être qu'un objet de marchandage entre les deux superpuissances.

Sur le plan économique, la RFA a également opposé certaines résistances aux prétentions américaines. En février 1977, le gouvernement ouest allemand refusait ainsi de renoncer à la vente d'une centrale nucléaire et d'une usine d'enrichissement au Brésil, malgré la mise en demeure sévère des USA. L'impérialisme allemand dans ses quelques tentatives d'opposition aux pressions américaines se retrouve aux côtés de l'impérialisme français, c'est le cas de la mise en œuvre de programmes européens dans le domaine de l'aéronautique, de la fabrication des surrégénérateurs, c'est le cas de la mise en place dernièrement du système monétaire européen (SME). La faiblesse du dollar, ses fluctuations permanentes qui avaient des répercussions évidentes

sur les monnaies européennes ont amené les gouvernements allemand et français à créer le SME. En fixant des marges de fluctuations maximales entre les monnaies européennes le SME a pour but de constituer une zone de stabilité monétaire européenne.

Dans le même temps où se développaient ces contradictions entre le gouvernement ouest allemand et la superpuissance US, on assistait à un certain rapprochement de Bonn avec l'Union soviétique.

Depuis les débuts de l'Ostpolitik engagée par le gouvernement social-libéral de Brandt et Scheel à la fin des années soixante, la RFA a misé sur la «détente» dans ses relations avec l'Est, engageant des négociations avec l'URSS et les pays de l'Est, reconnaissant la ligne Oder-Neisse et la RDA. Si ainsi dans un premier temps, la RFA a vu s'ouvrir à elle les marchés de l'Est et a pu se démarquer un peu vis-à-vis des Etats-Unis, cette politique a permis à l'URSS d'exercer ses pressions sur le gouvernement de Bonn. Et si les dirigeants ouest-allemands se déclarent préoccupés par la course aux armements soviétique, eux qui se trouvent en première ligne face aux visées ex-

pansionnistes de l'URSS, ils n'en continuent pas moins à prôner la politique de détente vis-à-vis de l'URSS.

La RFA s'est ainsi opposée au stationnement des fusées à portée moyenne de l'OTAN sur son territoire en réponse aux SS-20 soviétiques, craignant les réactions du social-impérialisme, craignant que soit «annulée une partie décisive de nos efforts pour la sécurité» (Wehner). Dernièrement un certain nombre de déclarations des dirigeants sociaux-démocrates ont montré qu'ils étaient prêts à d'importantes concessions à la superpuissance soviétique au nom de cette soi-disant détente. Ainsi Schmidt s'est prononcé contre la vente d'armes des pays occidentaux à la Chine, estimant que les relations commerciales avec la République populaire de Chine ne devaient se faire à aucun prix aux dépens des relations avec la superpuissance soviétique. Le chancelier allemand a d'ailleurs félicité l'URSS pour son «sang froid» dans le conflit Vietnam-Chine.

Un autre dirigeant social-démocrate devait dire à la même occasion «l'affirmation comme quoi la politique extérieure de l'Union so-

viétique serait expansionniste, est tout simplement fausse». Et au cours du débat récent au Bundestag sur le désarmement, le chef du groupe parlementaire du SPD, Wehner a déclaré : « Certes, il existe une philosophie selon laquelle une menace viendrait de l'Union soviétique. Moi je le conteste. De son potentiel, il faut en discuter avec elle, mais c'est défensif, et non pas agressif ».

Dans le même temps, les négociations avec la RDA semblent se débloquer, (voir les accords économiques concernant un canal de liaison entre les deux Berlin), tandis qu'une partie de la bourgeoisie, vivement critiquée d'ailleurs par les dirigeants sociaux démocrates parle de plus en plus ouvertement de réunification de l'Allemagne.

Les contradictions qui opposent la RFA et les USA, principalement au sujet de la défense n'aboutissent pas à une remise en cause de la domination américaine en Europe. Les liens germano-américains restent des liens privilégiés, et les Etats-Unis disposent toujours, du fait de la dépendance quasi totale de la RFA en matière de défense, d'un puissant moyen de pression sur l'Allemagne de l'Ouest.

Cependant ces contradictions existent, elles se sont développées dans la dernière période et ont abouti pour l'instant à un certain rapprochement entre Bonn et le social-impérialisme qu'il ne faudrait d'ailleurs pas surévaluer. Peut-on donc à cet égard, parler de la RFA comme le fait le PCF, comme d'un cheval de Troie des USA, permettant aux USA une domination sur l'Europe par impérialisme secondaire interposé? La réalité infirme cette analyse qui ne tient pas compte des éléments nouveaux, des contradictions limitées mais réelles qui opposent la RFA à la superpuissance US.

3- Le plan Davignon constitue-t-il la mainmise de la RFA sur la sidérurgie française?

Dans sa propagande, l'élément choc que ressort le PCF à chaque occasion, c'est le plan Davignon, plan de réduction concertée de la production d'acier dans chaque pays d'Europe qui porte le nom du commissaire belge Davignon :

« Davignon, ce vicomte et technocrate, servant bien les intérêts des

grandes sociétés multinationales-européennes et surtout allemandes, a mis dans son plan la destruction d'une partie importante de la sidérurgie et des mines de fer françaises » (3).

Or curieusement, la première version de ce plan, visant donc à fixer des quotas de production pour chaque pays, par produit et par usine, a été adopté sous la pression des maîtres de forge français. Il ne concernait alors que les « ronds à béton » et les capitalistes de la sidérurgie française craignaient la concurrence des « bresciani », les producteurs italiens spécialisés dans les ronds à béton.

En 1974, la sidérurgie des pays de la CEE est dans son ensemble, plus vétuste, que celle de ses grands concurrents, notamment le Japon. Le nombre d'heures de travail nécessaire à l'élaboration d'une tonne d'acier (voir tableau) laisse apparaître de très grandes différences principalement avec le concurrent japonais.

Or la crise, entraînant une perte de débouchés intérieurs et extérieurs, amène les 9, qui se livrent à une concurrence acharnée, à se concerter pour limiter les effets les plus sauvages de cette concurrence.

Le plan Davignon est issu de cette concertation, qui est le résultat, comme chaque plan européen, du rapport de force entre les différents impérialismes en présence.

Ce plan appelé également « plan anti-crise » a été adopté par le conseil des ministres des 9 en décembre 1977, donc pour l'ensemble des Etats, dont l'impérialisme français, et non promulgué

par le sieur Davignon lui-même...

Ce plan prévoit deux volets, l'un interne, l'autre externe.

A l'intérieur, des prix minima ont été fixés pour les produits longs les plus touchés par la crise, des prix ont été recommandés pour les autres produits. Des quotas de production ont été négociés entre la Commission de Bruxelles et un groupement constitué de tous les maîtres de forges européens, à l'exception des « bresciani ».

A l'extérieur, des accords d'autolimitation ont été négociés avec les fournisseurs extérieurs de la Communauté pour stabiliser leurs ventes, des actions anti-dumping ont été organisées contre les importations faites par les pays tiers vendant à des prix trop bas.

La restructuration de l'industrie sidérurgique n'est pas chose nouvelle. Depuis 1975, d'après les chiffres officiels de la CEE, elle a signifié 100 000 licenciements dont 60 000 depuis 1977.

Les licenciements dans la sidérurgie.

RFA : 26 000
GB : 25 000
France : 22 000
Belgique : 15 000
Luxembourg : 6 000

Cela n'est pas suffisant, déclarent les experts de la CEE, qui considèrent que les capacités de production actuelles devront être réduites d'environ 20 à 25 millions de tonnes, entraînant par conséquent la fermeture des installations les moins compétitives. Pour certains produits comme le fil machine, les

Heures de travail par tonne d'acier (1974)		Différence en % par rapport au Japon :
Belgique - Luxembourg...	7,0	+ 19
France.....	11,2	+ 90
Allemagne.....	7,9	+ 34
Royaume-Uni.....	13,0	+ 120
Italie.....	7,1	+ 20
Pays-Bas.....	6,6	+ 12
U.S.A.....	7,3	+ 24
Japon.....	5,9	—

(3) Tract du PCF à Usinor.

tôles, les profilés lourds l'excédent de capacité atteint, disent-ils, 20%, et il est de l'ordre de 13 % pour l'acier brut.

D'autres phases sont prévues dans le plan Davignon, ainsi «l'interdiction des aides nationales qui conduiraient à un accroissement des capacités de production ou qui fausseraient les conditions de concurrence» et des «prêts accordés pour faciliter la modernisation des entreprises et encourager les mesures de nationalisations»... «Le sens le plus profond du Plan Davignon : partager équitablement le coût de l'indispensable mutation sidérurgique et maintenir l'unité européenne» pouvait-on lire dans une revue de la CEE. «Ce partage des sacrifices», c'est bien la bourgeoisie européenne des 9 qui l'a décidé, acceptant de sacrifier des milliers d'emplois pour tenter de reconquérir une compétitivité à la dimension du marché mondial. Il en est ainsi de la bourgeoisie française qui a accepté ce plan de restructuration et de licenciements au conseil des ministres européens ayant elle-même fait la proposition d'un tel plan dans la perspective de lutter contre la concurrence des bresciani, les capitalistes italiens. S'il en avait été autrement, le gouvernement français aurait pu user de son droit de veto, la règle de l'unanimité s'appliquant au sein du conseil des ministres, ou bien même déclarer la décision inapplicable à son égard comme la Grande Bretagne l'a fait à propos du Système monétaire européen ou de décisions agricoles qui ne lui convenaient pas.

Doit-on, comme le prétend le PCF, s'en prendre seulement aux trusts allemands et considérer que l'impérialisme français s'est vu imposer ces licenciements par un diktat allemand? Comment expliquer alors que l'impérialisme allemand a lui-même procédé au licenciement de 42000 sidérurgistes depuis 1974, que la production d'acier de la RFA a baissé de -23% depuis 1975 alors que cette baisse atteignait -15% en France?

Le plan Davignon est un plan de restructuration approuvé par l'ensemble des bourgeoisies de la CEE, et les responsables de la crise dans notre pays restent bien, quoiqu'en dise le PCF, les trusts et l'Etat bourgeois français.

Une campagne chauvine en Lorraine

«En mai 1950, on avait prôné l'heureux mariage du charbon et de l'acier. Seuls les communistes avaient dénoncé et combattu ce plan. En fait d'heureux mariage permettez-nous l'expression, il y a eu un «cocu» et ce furent la France et son indépendance, les mineurs de charbon et les sidérurgistes. Comme nous l'avions prévu, les heureux bénéficiaires ont été les maîtres de forges allemands». Voilà ce que la fédération de Moselle du PCF écrit dans son bulletin d'information Lorraine-résistance. Voilà la campagne que mène le PCF en Lorraine. La crise de la sidérurgie, les licenciements sont le fait des capitalistes (comme l'aurait été la fermeture des puits de mine français). C'est vraiment faire la part belle à la bourgeoisie française et aux maîtres de forge français, qui d'après le PCF seraient à la merci de l'Allemagne depuis 1950, depuis l'instauration de la CECA (a). Il y a là d'ailleurs quelques dissonances dans le discours de PCF. Est-ce la CECA ou le plan Davignon qui auraient «bradé» la sidérurgie française aux mains de l'impérialisme allemand? Les deux répondent le PCF qui ne fait pas de demi-mesures. Mais dans ce cas, pourquoi n'engage-t-il cette campagne qu'aujourd'hui? Pourquoi dans le Programme commun de 1972, acceptait-il de «participer à la construction de la CEE, à ses institutions», institutions dont fait partie la CECA?

La CECA a été instituée en 1951, d'une part à l'initiative des Etats-Unis qui n'étaient pas satisfaits des limites entravant la production d'acier allemand, production à cette époque contrôlée par une autorité interalliée, et d'autre part à l'initiative des supranationaux dont Schuman, Monnet qui envisageaient la création de l'Europe «secteur par secteur». D'ailleurs l'opposition du PCF en 1951 portait principalement sur la mainmise des USA sur «la petite Europe» et la politique de guerre froide menée contre l'URSS et le camp socialiste.

Peut-on considérer sérieusement, comme le dit le PCF, que l'impérialisme français a fermé massivement les puits de mine français pour obéir aux ordres de l'impérialisme allemand? Le PCF dénature la réalité, l'impérialisme français a, en fait, misé sur le tout-pétrole à un moment où cela était plus rentable pour lui de piller les richesses des pays du Tiers Monde.

Mais le PCF, qui par ailleurs, proteste vigoureusement d'être «chauvin, nationaliste, cocardier, isolationniste, archaïque et dépassé» (b), va encore plus loin dans cette campagne qu'on ne peut qualifier autrement que chauvine. «Oui, les Lorrains sont attachés à leur terre sur laquelle tant de générations ont peiné et souffert, tant de sang a été répandu afin d'en chasser le militarisme allemand qui rêvait de faire main basse sur ces richesses nationales. Jamais les Lorrains n'accepteront que les capitalistes ouest-allemands obtiennent de notre gouvernement ce qu'ils n'ont pu obtenir au cours des guerres de 1914 et de 1940» (c).

Serait-on à la veille d'une nouvelle guerre contre l'Allemagne qui nous agresserait? On pourrait le croire alors que le PCF met en garde contre le réarmement de la RFA ou quand il reprend le mot d'ordre «La Lorraine aux Lorrains». C'est ainsi qu'à Longlaville (près de Longwy), la municipalité PCF a fleuri le monument aux morts où un poilu préside désormais à des banderoles sur lesquelles on peut lire : «La Lorraine ne sera pas vendue aux trusts allemands» et «leur sacrifice ne sera pas vain, Longlaville vivra»...

On peut s'étonner de la référence du PCF à la guerre interimpérialiste de 1914 dans laquelle les bourgeoisies française et allemande ont entraîné des millions d'hommes à la boucherie, alors même que le PCF s'est créé en 1920 pour une bonne part en réaction contre cette sale guerre, la SFIO y ayant, elle, entraîné la classe ouvrière par son chauvinisme.

Suite page 29

Le «danger allemand» existe-t-il?

L'Allemagne que présente le PCF, géant économique sans partage, inféodé totalement aux USA, ayant la haute main sur les institutions européennes n'existe pas.

Il ne s'agit pas, pour nous, de nier la réelle puissance économique de la RFA, 3ème puissance industrielle, 2ème puissance commerciale, 1er exportateur mondial en 1978. Il ne s'agit pas de nier les liens privilégiés que la RFA tisse avec la superpuissance américaine, ni le rôle de la RFA au niveau européen. Ils'agit encore moins de déclarer ici que jamais dans l'avenir l'impérialisme allemand ne pourra exercer une hégémonie régionale sur l'Europe.

Cependant, aujourd'hui quand le PCF appelle à une «nouvelle résistance» contre les «revanchards» allemands, quand il appelle à faire «comme en 1914 et 1945», il convient de s'interroger sur les possibilités qu'aurait l'impérialisme allemand de mettre en œuvre sa politique hégémonique en Europe au service des USA.

Or on se rend compte que l'impérialisme allemand n'a pas été épargné par la crise et que sa puissance économique, comparée à celle de l'impérialisme français ne révèle pas un écart tel qu'il puisse donner un avantage décisif à la RFA, que cette prospérité économique de la RFA, dépendant en grande partie de ses exportations (elle exporte plus du quart de son PNB ; en 1976 les pays européens ont acheté presque 70% des exportations allemandes) la lie très étroitement au sort de ses partenaires européens.

On se rend compte que si la bourgeoisie ouest-allemande a réussi à obtenir un consensus social sur la base de sa prospérité économique, cette démocratie musclée, ce qu'on appelle le «modèle allemand» est remis en cause, comme l'ont montré les sidérurgistes allemands. L'impérialisme allemand d'autre part ne dispose pas des mêmes atouts que d'autres pays impérialistes de la CEE au niveau des relations internationales et principalement dans ses relations avec les pays du Tiers Monde.

Dans ces conditions qu'est-ce qui permettrait à la RFA d'asseoir ainsi sa domination politique sur l'Europe? Qu'est-ce qui permettrait de

Cette campagne du PCF est d'autant plus ridicule lorsqu'on sait qui sont les travailleurs de Lorraine et en particulier les mineurs et les sidérurgistes, en grande partie d'origine italienne, polonaise, marocaine et allemande... et qui ont ensemble mené la lutte contre le capital.

Cette logique du PCF se traduit bien sûr dans la lutte. C'est ainsi qu'alors qu'il condamne les actions résolues menées par les travailleurs lorrains, protestations devant le commissariat de police, occupation du relais de FR 3, le PCF propose par exemple de déverser les wagons de minerai en provenance de RFA dans la même logique consistant à déclarer les seuls capitalistes allemands responsables de la crise en France. Or, il est à noter que la plus grande partie des importations de produits plats vient de Dilling, à Dilligen en Sarre, et que c'est Sollac-Sacilor qui contrôle Dilling, donc les capitalistes et l'Etat français en majorité.... Par ailleurs, le PCF se félicite des succès à l'exportation de la sidérurgie française, ne s'inquiétant pas de savoir si ces exportations sont des conséquences néfastes pour les sidérurgistes des pays concernés.

Cette logique du PCF a eu également pour conséquence le silence quasi total du PCF sur la longue grève des sidérurgistes allemands et l'absence de mesures concrètes de solidarité. En avril, le PCF a organisé un meeting... à Reims... sur le thème de l'amitié franco-allemande, cette initiative isolée visant à dédouaner le PCF qui s'est largement fait attaquer pour ses positions ultra-chauvines.

(a) CECA : Communauté européenne du Charbon et de l'Acier. 1951, intégrée en 1966 à la CEE.

(b) *La France en jeu*. P. 187

(c) *Humanité*-mercredi 7 février 1979.

dire comme le PCF que la France sera bientôt «une France désarticulée, affaiblie, noyée dans un conglomérat placé sous l'hégémonie ouest-allemande et la haute tutelle des Etats-Unis : les décisions vitales pour notre peuple prises non à Paris mais à Bruxelles (ou Bonn), le parlement français dessaisi de ses droits essentiels, le franc soumis au mark, l'armée française intégrée dans une force européenne, et atlantique, la colonisation culturelle» ? (4)

Le PCF répond, indiquant que l'hégémonie de la RFA et donc la «vassalisation» (5) de la France s'opèrent par l'intermédiaire des multinationales et des institutions européennes...

La «vassalisation» de la France

L'Europe qui se prépare dans les cabinets ministériels, affirme le PCF, c'est un ensemble intégré de provinces dirigé par les multinationales, c'est Paris devenu sous-préfecture, la France transformée en vassale de Bonn et de Bruxelles.

Le PCF a chargé ses meilleurs économistes afin qu'ils argumentent cette analyse et expliquent pour-

quoi, depuis quelques mois, Giscard pratique une réelle politique d'abandon national au profit de l'Allemagne toute puissante.

Cette explication fluctue, au gré des publications du PCF, selon qu'elle s'adresse aux viticulteurs du midi ou aux sidérurgistes lorrains.

L'explication, c'est tout simplement la crise.

Jusqu'à la fin des années 60, dit le PCF, la concentration et la centralisation du grand capital industriel et financier se sont faites essentiellement sur des bases nationales. Mais avec la crise, et la libération totale des échanges au sein du marché commun en 1968, les grands groupes financiers vont être, dit-il, «poussés vers l'extérieur», amorçant une internationalisation du grand capital, aboutissant à la constitution de grands groupes multinationaux. C'est alors que les intérêts de ce grand capital

(4) *France Nouvelle* 25/12/78.

(5) *Vassalité* : condition de dépendance sous la féodalité du vassal envers son seigneur, le suzerain qui concédait un fief à ce vassal. *Figuré* : assujettissement.

et de la nation vont diverger et qu'une nouvelle orientation européenne va s'imposer. C'est ainsi qu'en 1972, «sous la poussée des multinationales», la Grande Bretagne va entrer dans le Marché Commun, «accéléralant la stratégie de multinationalisation» du capital. Alors la bourgeoisie française, qui ne serait plus porteuse des intérêts nationaux (elle l'aurait été avant 1968), mais des intérêts des multinationales, face à la crise, accepterait de «brader», de «casser», de «mutiler», de «désagréger la France et l'appareil productif national» et y trouverait ainsi son profit. Etrangement, le gouvernement bourgeois français serait donc à la fois un gouvernement d'abandon national, le vassal inféodé à la RFA, et en même temps le représentant des multinationales et tirant profit de ces abandons.

Dans le même mouvement la RFA, continue le parti révisionniste, qui avec la crise aurait considérablement accru son poids en Europe, soit parce qu'elle est un «géant économique», soit parce que affaiblie par la crise elle aurait besoin de peser encore plus sur ses partenaires économiques (l'explication est variable pour le PCF) tendrait à l'hégémonie économique et politique en Europe, en liaison avec l'impérialisme US et par l'intermédiaire bienveillant de la CEE, des institutions européennes.

L'argumentation, on le voit, si elle est simpliste, n'est cependant pas des plus claires. Examinons de plus près ce que le PCF entend par «vassalisation de la France». L'impérialisme français est-il dominé, par les multinationales toutes puissantes et les institutions de Bruxelles, porte voix de l'impérialisme allemand?

● Le diktat des multinationales ?

L'Europe est dominée, dit le PCF, par «une centaine de groupes» européens, groupes financiers (Paribas, groupe Rothschild, société financière européenne,...) et groupes industriels, au capital apatride et qui décideraient du sort des Neuf.

Il est clair que l'Europe de la CEE est celle des patrons, des bourgeois européennes et non celle des travailleurs. Il est clair que l'existence du Marché commun a été favorable au développement des grosses entreprises, dont les capitaux pro-

viennent de plusieurs pays européens (Shell, BP, Fiat, Renault), et surtout d'entreprises à capitaux européens et américains.

Cependant le schéma présenté par le PCF, de ces trusts, requins multinationaux, dictant leur loi sur l'Europe et tirant les ficelles depuis Bruxelles, correspond-il à la réalité ? N'est-ce pas nier le rôle des Etats nationaux et voir dans la CEE une entité supranationale qui les aurait déjà intégrés, absorbés ?

Ces multinationales, qui apparaissent comme des monstres tentaculaires contre lesquels la lutte semble vouée à l'échec du fait de leur dimension internationale, qui étaient jusqu'à présent d'ailleurs l'objet de la propagande du PS plus que celle du PCF, ces multinationales sont-elles ou non «apatrides» ?

Peut-on affirmer qu'existe, dans l'espace économique européen constitué par le Marché commun, marché à l'échelle duquel les capitalistes peuvent effectivement concentrer et gérer leurs activités, un capital financier européen ? Il semble que non. Pour leur quasi totalité, les entreprises, même multinationales, c'est-à-dire exerçant leurs activités de production dans plusieurs pays, restent contrôlées, tant financièrement que par d'autres liens (dirigeants,...) à partir d'un pays déterminé. Renault, par exemple, possède des entreprises dans 23 pays. On en peut pas cependant parler à son égard de société apatride, le centre de décision de Renault est situé en France et lié aux intérêts de la bourgeoisie française.

Les rares exemples actuels d'entreprises «au dessus des Etats», d'entreprises européennes, sont situés dans les secteurs de l'aéronautique (Airbus), du nucléaire (Eurodif), de l'espace (Agence Spatiale Européenne), c'est-à-dire dans des secteurs de pointe où la rentabilité immédiate est nulle, ou pour le moins incertaine. Ces entreprises ont mis d'ailleurs en œuvre pour l'essentiel des capitaux publics. Et il est à noter que le PCF est tout à fait partisan de ces initiatives européennes.

Que l'Europe ait accéléré le processus de concentration et ait profité aux multinationales, c'est exact, mais que ces multinationales soient des entités autonomes indépendantes des Etats nationaux, exerçant

leur diktat sur l'Europe, cela n'est pas la réalité.

Le discours du PCF est d'ailleurs peu clair sur cette question. Les multinationales dictent leurs lois sur la CEE, déclare-t-il, et ainsi favorisent l'impérialisme allemand. Comment expliquer ce tout de passe-passe ?

En rejetant les conséquences de la crise sur les multinationales, le PCF tend ainsi à minimiser le rôle des bourgeoisies et principalement de l'impérialisme français.

● Le diktat de Bruxelles ?

Deux questions se posent lorsqu'on examine la propagande du parti révisionniste. Existe-t-il une Europe supranationale dont les institutions de la CEE seraient les organes dirigeants ? C'est cette Europe que présente le PCF lorsqu'il décrit la commission de Bruxelles prenant toutes sortes de décisions impératives pour les Etats, lorsqu'il décrit le plan Davignon. Et dans ce cadre, comment l'impérialisme allemand peut-il exercer son hégémonie ?

A l'heure actuelle, les organes dirigeants de la CEE sont les conseils, conseil des ministres et conseil européen, qui réunissent les ministres et les chefs d'Etat et de gouvernement des Neuf. Au sein du conseil des ministres depuis les accords de Luxembourg de 1966 la règle de l'unanimité s'applique pour toutes les décisions importantes. Le conseil européen, institutionnalisé en 1974 dans la CEE était auparavant un cadre à une concertation des différents chefs d'Etat. A l'heure actuelle, donc, l'aspect principal sous lequel se présente la construction politique de l'Europe c'est celui de la concertation entre les Etats. La règle de l'unanimité signifie qu'un Etat peut opposer son veto à une décision qui ne lui conviendrait pas. Les décisions prises au niveau européen le sont donc en commun par l'ensemble des bourgeoisies européennes.

La construction européenne n'est pas telle qu'elle supprime toute marge de manœuvres aux différents gouvernements. Le Grande-Bretagne ayant souvent marqué de fortes résistances à certaines décisions de la CEE, a obtenu des dérogations (système monétaire européen), même des révisions de décisions déjà prises (marché commun agricole).



Une affiche du PCF à Longwy. Tout est prétexte à la campagne contre l'Europe.

Chaque impérialisme tente d'imposer ses vues, les conseils des Neuf sont des lieux d'affrontements entre les impérialismes concurrents qui tentent de faire payer à leurs partenaires européens les difficultés qu'ils subissent du fait de la crise. Mais ces décisions prises par la CEE, si elles sont l'objet du rapport de forces existant entre les Neuf, ne sont pas actuellement les émanations d'un pouvoir supranational, indépendant des Etats, et guidé dans l'ombre par les multinationales et l'impérialisme allemand.

D'ailleurs comment la RFA pourrait-elle aujourd'hui dans ce cadre, imposer sa volonté aux autres impérialismes, agir en puissance hégémonique en Europe ? Nous avons déjà examiné que si la puissance économique de la RFA est réelle, celle-ci doit compter avec les autres impérialismes et notamment l'impérialisme français qui prétend également à cette première place au ni-

veau européen. Or dans le cadre de la concertation européenne, si la puissance économique, la monnaie forte de la RFA sont des atouts en sa faveur, l'impérialisme ouest-allemand ne peut pas pour autant imposer ses décisions aux autres membres de la CEE, qui doivent donner leur accord pour chacune de ces décisions.

Le PCF indique que l'élargissement de la CEE à l'Espagne, à la Grèce et au Portugal entraînerait l'abandon de la règle de l'unanimité au conseil des ministres et renforcerait le poids de la RFA sur l'Europe. Sur le premier point il ne s'agit en aucune manière d'un automatisme même si cela constitue effectivement une possibilité, la commission ayant fait une proposition en ce sens jugeant qu'à douze il serait difficile d'aboutir à une position commune, unanime. Quant à dire que cet élargissement du Marché commun renforcerait le poids de la

RFA, on voit mal, à vrai dire, de quelle façon. Car si des liens étroits existent entre Bonn, Madrid et Lisbonne, l'impérialisme français, avec un léger retard, n'est pas mal placé non plus.

Alors quelle réalité présente l'image du PCF de la France «vassalisée» ? Les multinationales sont tout d'abord des sociétés nationales et sont donc représentées par leur bourgeoisie nationale. L'Europe à son stade actuel n'est pas une Europe supranationale, mais est avant tout animée par la concertation des différentes bourgeoisies. Enfin, si l'impérialisme allemand est une puissance importante, il connaît cependant des difficultés et l'impérialisme français est en mesure de rivaliser avec lui.

La bourgeoisie française, une bourgeoisie «compradore» (le PCF n'emploie pas encore le terme, mais il la définit ainsi) vendue à l'étranger et en même temps représentante des intérêts des multinationales ?

L'impérialisme français, un impérialisme dominé par l'Europe, l'Allemagne et les USA ? Est-ce cela que nous vivons ? Il ne semble pas. En vérité, si depuis la crise, le gouvernement français a procédé à des restructurations importantes, à la liquidation de certains secteurs (tanneries, textile,...), s'il a renforcé l'exploitation et la répression des travailleurs, n'est-ce pas pour faire payer la crise aux travailleurs ? Devons nous nous apitoyer sur le sort des capitalistes français et nous unir avec eux contre «l'ennemi allemand» qui serait d'après l'analyse du PCF «l'ennemi principal», ou au contraire porter nos coups contre eux et la bourgeoisie française ? La réponse, les sidérurgistes du Nord et de Lorraine nous la donnent en luttant résolument contre les licenciements que veut leur imposer la bourgeoisie française.

Il reste à s'interroger sur ce que propose le parti révisionniste comme solution «alternative» et pourquoi il s'ingénie à brosser ce tableau imaginaire faisant de l'impérialisme français une victime contre qui on prépare «un mauvais coup».

«L'ALTERNATIVE»

«Rien n'est joué. Ce mauvais coup peut être empêché» déclare le PCF, présentant son «alternative» : «20 propositions pour l'Europe» ont été adoptées par le comité central du PCF en décembre dernier et constituent le programme du PCF en vue de l'élection des députés à l'assemblée européenne qui se déroulera en France le 10 juin prochain.

Ces propositions que devraient défendre les élus révisionnistes du futur parlement sont sensées représenter «l'alternative» à «l'Europe germano-américaine» actuelle et permettre la mise en œuvre «d'une grande politique pour la France». Examinons les.

20 propositions révisionnistes pour l'Europe

● Des modifications importantes

Le PCF propose tout d'abord de

renégocier une série d'accords intervenus entre les Neuf. 5^e proposition : «demander la renégociation des règlements agricoles du Marché commun». 6^e proposition : «réexaminer les grands dossiers en cours en matière industrielle, agricole et commerciale». 7^e proposition : «négocier avec l'ensemble de nos partenaires européens, en premier lieu avec la RFA, un rééquilibrage de nos échanges commerciaux, comme de nos relations industrielles, financières et monétaires». Il n'indique pas cependant de quelle façon pourraient être renégociés ces différents accords, ni à quel résultat aboutiraient ces renégociations.

● Contre l'élargissement du Marché commun

Depuis l'été 78, c'est un nouveau mot d'ordre du PCF autour duquel il a mené une campagne d'envergure dans le Midi viticole. C'est sa première proposition : «refuser l'élargissement de la CEE, synonyme d'abandon national, de régression sociale, de destruction des capacités productives de l'agriculture comme de l'ensemble de l'économie française».

Nous reviendrons sur cette question importante de l'élargissement de la CEE à la Grèce, au Portugal et à l'Espagne, question qui fera l'objet d'un prochain article. Disons simplement que pour le PCF, qui présente cet élargissement comme directement lié à la prochaine consultation électorale, cette entrée des trois pays d'Europe du Sud dans le Marché commun entraînerait inéluctablement des conséquences économiques catastrophiques pour le Midi viticole, pour la France, pour les trois pays concernés et pour l'ensemble de la CEE, et affirmerait politiquement le poids de la RFA sur l'Europe.

Il convient de rappeler tout d'abord que les négociations entre les pays de la CEE et l'Espagne et le Portugal sont à peine engagées, et qu'il est prévu dans les conditions d'adhésion des délais de cinq à dix ans avant d'aboutir à une intégration économique dans le Marché commun ; d'autre part des relations commerciales très importantes existent déjà entre ces pays et la CEE, donc cette question n'est ni tout à fait nouvelle ni immédiatement posée.

Il faut d'autre part examiner quelles conséquences entraînera cet élargissement. Il est une question sur laquelle bien sûr le PCF ne s'interroge pas, c'est de savoir si cet élargissement permettra ou non une résistance plus grande de l'Europe aux pressions des deux super-puissances. Renforçant l'intégration européenne, ne rendra-t-il pas plus difficiles ces pressions qui s'exercent plus facilement sur un pays isolé donc plus faible ? Ces trois pays qui possèdent une longue tradition de luttes de classe, dans lesquels la classe ouvrière a maintes fois manifesté sa combativité, ne seront-ils pas un frein dans les tentatives des bourgeoisies des Neuf pour mettre en place un modèle de collaboration de classes, modèle que les pays capitalistes d'Europe du Nord ont jusqu'ici réussi à imposer à leur peuple ? Enfin la liquidation des petits producteurs du Midi est-elle comme le déclare le parti révisionniste, inéluctable du fait de l'élargissement ? Une lutte résolue des viticulteurs ne pourrait-elle pas faire reculer le gouvernement, en imposant des conditions garantissant leur existence ? C'est à ces questions que nous tenterons de répondre dans un prochain article.

● Des vœux pieux

Une série de propositions, qu'on retrouvera d'ailleurs certainement dans l'ensemble des programmes électoraux des partis bourgeois, sont destinées à rapprocher du PCF certaines couches, femmes, écologistes, immigrés, jeunes... 4^e proposition : «assurer l'égalité des droits entre les hommes et les femmes en ce qui concerne le travail, la formation et la promotion professionnelles.» 3^e proposition : «pour les jeunes... prise en compte de leurs revendications au droit au travail, à l'éducation et aux loisirs, à la parole et à la participation». 10^e proposition : «élaborer une convention européenne de l'environnement».

● «Démocratiser les institutions européennes»

Quatre propositions (12, 13, 14, 15) sont axées sur cette question, que le PCF avait développée au moment de la signature du Programme commun.

Le PCF tout en refusant toute ex-

tension des pouvoirs de l'assemblée européenne demande : «l'Assemblée devra être plus étroitement associée à la préparation des décisions de toute nature de la communauté, et en particulier pouvoir exercer un contrôle effectif sur l'ensemble des activités, des organismes de la CEE, notamment de la Commission.» Le PCF insiste sur le fait que l'assemblée «doit continuer à tenir des sessions à Strasbourg» sans préciser en quoi cette mesure constitue un élément démocratique !

C'est dans l'article 15 qu'est contenue ce que le PCF appelle «la démocratisation des institutions européennes». Il s'agit en fait de «démocratiser» deux organes communautaires, deux comités qui ne possèdent qu'un pouvoir consultatif : le Comité économique et social, et le Comité de gestion du FEOGA. Le Programme commun de 1972 précisait les choses. Ainsi le Comité économique et social «devrait être composé pour moitié de représentants des syndicats de salariés, désignés par les organisations nationales représentatives, au prorata des suffrages obtenus par chacune d'elles aux élections sociales, et pour l'autre moitié, de représentants des autres catégories sociales et de personnalités désignées par les gouvernements ». Le Comité de gestion du FEOGA, fonds européen d'orientation et de garantie agricole, instrument de financement de la politique agricole communautaire «devrait être composé pour moitié de représentants des agriculteurs, et pour moitié de représentants des administrations nationales». Cette «démocratisation», dont on perçoit rapidement les limites, puisque ne concernant que des organes secondaires, sans réels pouvoirs et ne permettant en aucune façon aux travailleurs de prendre aucune décision, consistant seulement à déléguer des représentants (dont, concernant les syndicats d'agriculteurs notamment, on sait ce qu'ils valent), cette «démocratisation» qui s'inscrivait dans la perspective proche d'une participation au gouvernement, aujourd'hui le PCF ne la définit même plus, restant dans un flou artistique.

● «L'indépendance» de l'Europe

Pour l'essentiel, les autres propositions du PCF sont consacrées aux relations de l'Europe avec les autres

pays du monde. 8^e proposition : «contribuer à des relations plus justes et plus stables tant avec les autres pays capitalistes développés qu'avec les pays socialistes et les pays en développement.» 18^e proposition : «une France souveraine pourrait affirmer bien fort sa volonté d'œuvrer à l'indépendance de la CEE à l'égard de la politique hégémonique des Etats-Unis et de ses prétentions à transformer l'Europe en région de l'empire atlantique.» Le PCF insiste également sur la nécessité que «l'acte final de la Conférence d'Helsinki soit mis en œuvre par tous», «contre toute relance de la tension internationale...».

Toutes ces propositions sous le titre «pour une Europe indépendante» vont dans un sens bien précis : le PCF prétend se battre contre la mainmise des Etats-Unis en adoptant les thèmes de politique extérieure qui sont ceux de l'autre superpuissance, l'URSS.

Un rassemblement dans la diversité

Voilà ce que sont les propositions du PCF. Examinons maintenant les moyens qu'il compte mettre en œuvre pour les réaliser. Le PCF réclame pour ce faire «le plus large soutien» à son «programme loyal et clair» de la part du peuple de France, insistant sur le vote à la proportionnelle qui permettra que «du plus

petit village à la capitale de France, chaque voix compte de la même manière pour assurer l'élection de députés communistes» ajoutant que cette voix «sera d'abord une voix pour la France».

● «La politique giscardienne du déclin de la France inquiète tous ceux -ils sont innombrables dans le pays- qui sont attachés à l'indépendance, à la sécurité, à la souveraineté nationale, en bref les patriotes. Il existe entre eux des différences, des divergences, des oppositions qui font de leur rapprochement une tâche extrêmement complexe. Mais les problèmes qui assaillent la nation sont si pressants que naît le sentiment que la convergence des efforts des uns et des autres est nécessaire.» Voilà ce qu'indique le projet de programme du PCF pour son 23^e congrès, et le PCF s'engage à contribuer à ce rassemblement national «dont la France a besoin pour garantir son existence et jouer dans le monde un rôle à sa mesure.» C'est donc sur la base la plus large, la plus floue, que le PCF va tenter de récupérer des voix aux élections européennes. Dans le Midi, c'est de la façon la plus grossière que le PCF a engagé sa chasse aux bulletins de vote, dans le même temps qu'il s'attachait à récupérer les voix des anciens gaullistes en se plaçant au côté du parti de Chirac par deux fois à l'Assemblée nationale.

Les tentatives de récupération du PCF dans le Midi

A la fin du mois d'octobre de l'année dernière, l'universitaire occitan Robert Laffont, l'écrivain J.-P. Chabrol et le dirigeant viticole Emmanuel Maffre-Baugé lançaient un manifeste intitulé «Mon pays escorjat» (mon pays écorché). Ce manifeste s'articulait autour de deux grandes idées : d'une part refuser l'élargissement du marché commun qui entraînerait la ruine des départements occitans et d'autre part lutter «dans le cadre d'une démocratisation de tout le territoire» pour «un pouvoir autonome qui donnera à l'espace occitan de nouvelles chances». Deux cents personnalités s'associent à ce projet. Parmi les signataires, on note trois composantes : les occitanistes, les viticulteurs (une cinquantaine de présidents de caves, de coopératives) et le PCF... les militants de la région étant incités à signer... à titre personnel, car les initiateurs du manifeste s'opposent à la participation «des professionnels de la politique».

L'opération politique du PCF est claire. Dans cette région du Midi de la France, l'élargissement du marché commun et les conséquences qu'il pourrait avoir pour les paysans viticoles suscite certaines inquiétudes, sur lesquelles se greffent de réelles aspirations régionales. En axant dans le

Suite page 34

● Les alliances européennes

Proposant aux travailleurs d'élire des députés au niveau européen, le PCF doit envisager des alliances aussi au niveau européen.

Il considère tout d'abord que «la coopération et l'action commune avec les autres partis communistes de la CEE, dans le respect de leur diversité, malgré les différences, voire les divergences, sont le ciment de l'union des forces progressistes de l'Europe... Le PCF envisage donc un avenir d'union et d'action avec les autres partis révisionnistes d'Europe. De quelles actions il s'agit, le PCF ne le dit pas. Lorsqu'on connaît l'état des divergences existant aujourd'hui entre ces partis, et principalement sur la question importante de l'élargissement, la discrétion du PCF n'est pas étonnante.

Les autres alliés privilégiés du PCF seront... les partis sociaux-démocrates d'Europe. «Nous agissons, en particulier dans le cadre européen, pour établir et développer des contacts et si possible des actions communes avec les partis socialistes et sociaux-démocrates...».

Le PCF se place là sur un terrain délicat... Dans son livre *Europe : la France en jeu* qui développe ses positions récentes sur l'Europe, le PCF, après avoir consacré un chapitre à «l'Europe social-démocrate», accusée de tous les maux, déclare plus loin que c'est avec les partis socialistes et sociaux-démocrates qu'il compte engager la lutte contre cette Europe là !

La CEE, dit le PCF, est le terrain d'élection de la social-démocratie qui est «présente et active dans les rouages institutionnels du Marché commun». Il présente la social-démocratie comme responsable du chômage, de l'inflation, incapable d'apporter des solutions à la crise, prête à se plier aux volontés de l'impérialisme américain, ayant une politique néo-coloniale vis à vis des pays du tiers monde. Sa propagande sur l'Europe est d'autre part basée sur une attaque de la RFA, dirigée par la social-démocratie. Et enfin il ne manque pas une occasion, et il est vrai que c'est facile, pour mettre en avant la convergen-

Midi sa propagande contre l'élargissement, le PCF tente de récupérer ce mécontentement, essayant de créer l'illusion qu'un vaste front se forme autour de lui. Cette campagne vise aussi à affaiblir le PS, dans une région que celui-ci a longtemps pu considérer comme un fief inébranlable. Alors que les élus locaux PS, vieux politiciens sur le retour, sont déjà largement déconsidérés, il peut être relativement facile au PCF de les isoler sur cette question européenne, le PS ayant le même discours que la droite giscardienne.

Dans les cinq départements du Languedoc-Roussillon, le PCF organisait ainsi «une vaste consultation démocratique». Il s'agissait en fait de faire signer des cartes de vote sur lesquelles il était écrit «Non à l'élargissement du marché commun. Je veux vivre, travailler et décider au pays». Et le PCF s'est employé à récolter le maximum de signatures, se réjouissant de recruter l'adhésion des couches les plus réactionnaires... Dans L'Humanité du 13 février 1979, on pouvait lire «les tabous sont tombés. Ne voilà t-il pas que des gens considérés «réac» ont signé la carte contre l'élargissement ! Jusqu'au docteur, notable du village, qui a signé sa carte...»

«En quelques jours, 450 marins pêcheurs ont signé, et pour la moitié des non communistes, des gaullistes, des gens marqués à droite et aussi des socialistes. L'union à la base existe dans le Languedoc et le Roussillon. Autour du manifeste «Mon pays escorjat» et surtout autour de la vaste consultation populaire engagée par le parti communiste».

Georges Marchais a même effectué deux voyages dans le Languedoc Roussillon à la fin de l'année dernière, et une série de meetings a été organisée à cette occasion. A Alès, notamment, L'Humanité (a) se réjouissait que «du directeur du centre hospitalier, au capitaine de gendarmerie, du président de l'Union industrielle et commerciale alésienne au directeur du théâtre etc... ainsi toutes religions, toutes origines et toutes opinions confondues se crée ici un vaste mouvement uni pour la sauvegarde de la région...»

Et le PCF est allé encore plus loin dans ses tentatives de récupération... En février, Emmanuel Maffre-Baugé annonçait, au cours d'une conférence de presse au siège du PCF, sa candidature aux élections européennes... sur la liste du PCF. La manœuvre est habile : Maffre-Baugé, animateur des comités d'action viticoles, dans le midi bénéficie d'une influence importante chez les viticulteurs ; sa qualité de signataire du manifeste peut lui faire rallier des électeurs sensibles aux thèmes régionaux, et enfin il a largement fait connaître qu'il était chrétien... Ce rapprochement de certains dirigeants viticoles, dont Maffre-Baugé, était déjà apparu au cours des municipales en 1977 et avait fait suite aux efforts que le PCF avait déployés afin de récupérer la lutte menée par les comités d'action viticoles dans le midi. Cependant, dès que la proposition du PCF à Maffre-Baugé fut connue, les deux autres signataires à l'initiative du manifeste, Robert Laffont et Jean-Pierre Chabrol exprimèrent publiquement leur désaccord avec leur cosignataire et s'élevèrent par avance contre toute utilisation qui pourrait être faite par lui de sa qualité de signataire du manifeste.

D'autre part, Le Monde ayant rendu compte du manifeste occitan en insistant sur les revendications d'autonomie régionale, L'Humanité répliquait sèchement que ce n'est pas de cela qu'il s'agissait et que le manifeste insistait surtout sur le refus de l'élargissement du Marché commun. Cette polémique fit beaucoup de bruit dans le midi, plusieurs signataires retirant publiquement leur signature : «Le manifeste n'est plus un appel pour l'autonomie, il devient un appel contre l'élargissement, un appel pour voter PCF. Je ne veux plus cautionner cela» écrivait un des signataires dans un journal local.

Ainsi si l'opération récupération, attrape-tout du PCF dans le midi, remporte certains succès, elle fait aussi naître de nouvelles résistances à ces tentatives. Le PCF notait même que dans cette région il avait dû subir «les accusations révoltantes de nationalisme ou de xénophobie». (b).

(a) Humanité du 20/12/78

(b) Cahiers du communisme février 79.

ce du PS français et de Giscard sur les questions européennes, preuve éclatante du fameux «virage à droite» du PS. Pourtant les options pro-européennes du PS ne datent pas de mars 1978 et le PCF lui-même avait été amené, pour signer le Programme commun de 1972, à adopter pour une part ces positions qu'il critique aujourd'hui !

Quelle confiance peut-on accorder à un parti qui se propose de s'allier avec ceux qu'il déclare combattre !

On a vu les 20 propositions du PCF, son programme électoral particulièrement démagogique. Cachant mal ses visées électorales, il promet aux jeunes, aux femmes, aux travailleurs immigrés, aux paysans... une Europe libre, indépendante et démocratique, demandant l'arrêt des plans de chômage, la renégociation d'un certain nombre d'accords entre les Neuf.

Le PCF reste néanmoins muet sur la politique qu'il compte mettre en œuvre pour réaliser ces propositions. Quand le PCF déclare «agir pour la sauvegarde et l'extension de toutes les libertés individuelles et collectives», quand il parle d'agir contre le chômage il ne précise pas les formes de cette action ! Et son explication visant à montrer qu'il n'est pas contradictoire de se battre contre le PS tout en s'alliant avec lui et la social-démocratie européenne, dont Schmidt, reste embarrassée !

En fait d'«alternative», le PCF ne présente que des propositions démagogiques et de toute manière inefficaces si l'on en juge aux moyens proposés.

Mais quelle logique alors y a-t-il dans cette campagne sur l'Europe menée bruyamment par le PCF depuis quelques mois ?

QUE CERCHE LE PCF ?

Qu'est-ce qui fait donc s'agiter ainsi le PCF sur l'Europe ?

Aujourd'hui, il n'est pas, dans la propagande du PCF une conséquence de la crise en France (inflation, chômage, licenciements,...) qui ne soit mise sur le compte de la politique européenne, de l'allégean-

Le RPR... «un langage qui nous est familier» (PCF)

Le 30 novembre 1978, l'Assemblée nationale examinait le projet de loi portant adaptation de la législation relative à la TVA, selon la 6^e directive du Conseil de la CEE du 17 mai 1977 prévoyant l'unification des règles d'application de la TVA dans les différents pays et concernant les ressources propres de la CEE.

Le RPR opposait l'exception d'irrecevabilité afin de faire reconnaître que le texte était contraire à la Constitution, violait le droit du Parlement français de voter les impôts. Cette exception d'irrecevabilité était adoptée par 333 voix contre 132, le RPR (sauf quelques personnalités dont Michel Cointat), le PCF, et au dernier moment le PS l'approuvent.

Cependant la semaine suivante, le gouvernement présentait à nouveau le projet par le biais d'une lettre rectificative, projet qui fut alors accepté par la majorité, dont le RPR.

En décembre 1978, une proposition de loi soutenue par le RPR et le PCF, relative au financement de la campagne pour les élections européennes était présentée à l'Assemblée nationale. Alors qu'à Bruxelles était adopté un budget de plusieurs millions de francs en vue d'une «campagne publicitaire de sensibilisation de l'opinion» pour les élections de juin, et qu'un contrat était passé à cet effet avec une filiale de la société Havas : Eleutheva-Ecom, cette proposition de loi visait à interdire «de recevoir des subsides d'origine française ou étrangère pour les élections à l'Assemblée des Communautés européennes». Cette proposition était adoptée par 246 voix (PCF - RPR) contre 120 (UDF), le PS s'abstenant. Cependant cette proposition n'ayant pas été soumise au vote du Sénat, donc étant inopérante jusqu'à la prochaine session parlementaire, la publicité a été organisée comme prévu .

«Devrions-nous être gênés par cette convergence comme nous y invitent un certain nombre d'observateurs qui ironisent sur l'alliance entre le RPR et notre Parti ?» déclare le PCF «Disons le clairement : nous nous réjouissons de voir que, dans un domaine décisif pour l'avenir de la France, la politique de démission du gouvernement se heurte à une résistance grandissante dans une partie de la majorité». (a).

Tandis que le PCF se félicitait des prises de position du RPR «Notre opposition résolue à l'Europe supranationale qui liquiderait la souveraineté française a rencontré un écho certain dans le pays. On peut en voir un témoignage dans les déclarations faites hier encore par Jacques Chirac et Michel Debré au nom du RPR». «Quand M. Chirac dénonce «l'abaissement de la France», quand il assure que le mécanisme «nous entraîne irrésistiblement vers des abandons de souveraineté dont nos dirigeants déclarent au point de départ, qu'ils ne voulaient pas», «quand il estime que l'Europe qu'on nous prépare sera dominée par les intérêts américains, nous retrouvons là un langage qui nous est familier». (b). Le RPR par la voix de Michel Debré déclarait «les réactions populaires sont beaucoup plus nationales qu'on ne pense et toute cette espèce de phraséologie de l'intégration qui cache une volonté de diminuer l'indépendance de la France a des échos populaires que le PCF traduit très bien». (c).

(a) : Humanité décembre 1978

(b) : Humanité décembre 1978

(c) : France-Inter

Suite page 36

Le Programme Commun et l'Europe.

Le 9 octobre 1971, à la veille de la première négociation du Programme commun, le comité central du PCF adopte un «programme de gouvernement démocratique d'union populaire» sur le thème «Changer de cap».

Changer de cap, c'est bien ce dont il s'agit pour le PCF qui examinera la question de l'Europe sous un jour nouveau, en tant que futur parti de gouvernement, ayant à participer des institutions communautaires, et en tant que partenaire du PS, parti qui n'a jamais caché ses sympathies pro-européennes.

Le PCF ayant en vue de faire aboutir son projet de capitalisme d'Etat envisagera de distendre les relations de la France avec les impérialismes occidentaux liés aux Etats-Unis, pour se rapprocher des pays de l'Est, de l'URSS également pays à système capitaliste d'Etat. Cependant il devra compter avec le PS, et à cet égard si le programme du PCF indiquait «le développement d'échanges internationaux plus étendus, réciproquement avantageux et excluant toute pratique impérialiste et néo-colonialiste, sera recherché avec les pays socialistes...», le Programme commun de gouvernement de 1972, lui, ne faisait pas mention des «pays socialistes». Ainsi alors que le programme du PC déclarait «le nouveau gouvernement prendra donc des mesures visant à désengager la France du Pacte Atlantique» (OTAN), le Programme commun prévoyait «la dissolution simultanée du Traité de l'Atlantique Nord et du Traité de Varsovie.» Sur le thème de la défense, il est même question d'un éventuel système de sécurité européen dans le cadre duquel «des forces de l'armée européenne» pourraient concourir...

Mais ce qui est nouveau dans «Changer de cap» et plus encore dans le Programme commun, c'est l'acceptation par le PCF de l'intégration de l'impérialisme français dans le Marché commun dans le

Suite page 37

Ainsi le PCF, qui, pendant longtemps se refusait à reconnaître l'existence de divergences dans les rangs de la majorité, relance sa politique de «la main tendue» en direction des gaullistes. «Certes, la voie est étroite» avoue le PCF, «mais au-delà des contradictions du parti de J. Chirac, il y a le fait que, grâce au PCF, un réel rassemblement national contre la subordination de la France est en train de naître» et il ajoute «au-delà des ambiguïtés qui appellent à la prudence, cela souligne le profond écho qui monte dans le pays, les prémices d'un rassemblement dans la diversité, pour défendre l'indépendance menacée». (a).

Le PCF, dans sa grossière tentative de récupération d'une partie de l'électorat gaulliste voudrait faire croire à la réelle volonté d'indépendance du RPR, alors que derrière les violentes diatribes de Chirac à l'encontre du gouvernement, se dissimulent d'évidentes visées électorales.

Le PCF fait décidément feu de tout bois pour tenter de rassembler les voix des anciens gaullistes qui seraient susceptibles de se reconnaître dans l'idée d'une défense de l'intérêt national, tout, y compris de s'allier momentanément avec le parti fascisant de J. Chirac.

(a) : Cahiers du communisme janvier 1979

L'eurorévisionnisme en question.

Au-delà des rencontres, délégations et des communiqués communs entre les partis révisionnistes européens, à propos de l'Europe et des prochaines élections de l'assemblée européenne qui se multiplient depuis quelques mois*, au-delà de cette unité de façade, des contradictions sérieuses traversent l'eurorévisionnisme.

Alors que le PCF déclare que «les communistes français chercheront à approfondir leurs rapports avec tous les communistes ouest-européens» dans leur lutte contre l'Europe, il semble bien que certains de ces partis, et non des moindres, PCI, PCE, n'envisagent pas particulièrement d'engager un combat résolu contre une Europe qu'ils cautionnent.

Certains partis révisionnistes de la CEE, les PC de GB, d'Irlande ou du Danemark se prononcent pour le retrait pur et simple de leur pays des institutions communautaires du cadre du marché commun.

Les partis révisionnistes de l'Europe des 9

		élections	%
PCF	France	1978	20,5
PCI	Italie	1976	34,4
PC (GB)	Grande Bretagne	1976	0,1
PC (B)	Belgique	1977	2,7
PC (L)	Luxembourg	1974	5
DKP	Allemagne	1976	0,3
PC (D)	Danemark	1977	3,7
PC (N)	Pays-Bas	1977	1,7

*Depuis décembre 78 : délégation du PCF au Portugal - Communiqué commun PCF - PCP - Délégation PCB en France - Communiqué PCF - PCB (Pays-Bas) - Rencontre PCF - PCE à Madrid - Communiqué PCF - PCE - Invitation de Marchais par le KKE (Parti communiste grec pro-soviétique) - Communiqué PCF - PCG à Paris - Communiqué PCF - PCI...

Suite page 37

Suite de la page 36

En Grèce, les deux partis révisionnistes, comme d'ailleurs le parti socialiste (Pasok) sont contre l'adhésion de la Grèce à la CEE. Le KKE (PC de l'extérieur prosoviétique) qui a connu une toute relative poussée aux municipales d'octobre 1978 et tente actuellement de s'élargir en récupérant l'influence du PCG multipliant dans ce sens les contacts avec les partis de l'euro-révisionnisme (PCF-PCI), ainsi que le PCG (PC de l'intérieur) créé en 1968 après l'invasion de la Tchécoslovaquie, très proche du PCF, refusent l'élargissement, considérant les conditions d'adhésions inadmissibles et préjudiciables pour leur pays.

Au Portugal, le PCP se déclare également opposé à l'entrée du Portugal dans la communauté européenne, considérant que l'intégration signifierait la ruine de nombreux secteurs de l'économie portugaise et «la liquidation des grandes transformations démocratiques réalisées par la révolution portugaise».

Cependant que le PCB (belge) dans le manifeste qu'il a sorti le 1^{er} mars «Pour une Europe plus démocratique, plus proche des travailleurs» indique qu'il n'est pas hostile à l'élargissement de la CEE à condition qu'il s'accompagne de «garanties».

Les divergences sont plus claires encore concernant les positions respectives du PCI et du PCE tout à fait favorables à l'Europe.

Le dirigeant révisionniste G. Amendola dans un rapport sur l'Europe présenté au CC du PCI déclarait qu'il existait aujourd'hui «la nécessaire formation d'un pouvoir nouveau, plurinational, capable de faire face à des tâches que les États pris séparément ne sont pas en mesure d'assumer, pour promouvoir une politique de programmation communautaire».

Le PCI a pris position en faveur d'une «démocratisation de la CEE» qui serait assurée selon lui par l'accroissement des pouvoirs du Parlement européen et par l'élargissement de la CEE à la Grèce, à l'Espagne et au Portugal. Le PCI ne remet pas en cause l'appartenance des pays de la CEE à l'OTAN. A propos du SME, le PCI a seulement jugé «précipitée» l'adhésion de l'Italie au système monétaire européen.

Ainsi, MG Napolitano, responsable du PCI, économiste, pouvait déclarer «l'Italie est peut être le seul pays où la campagne électorale pour le Parlement européen ne verra pas d'affrontements ou de concurrence sur le terrain de l'opposition à l'Europe. Aucune des grandes forces politiques italiennes n'agit de motif d'opposition à la CEE sur un plan nationaliste. On confrontera, en revanche des positions différentes et des conceptions concrètes pour un choix européen commun».

Quant au PCE, après la vive polémique engagée au mois d'août 1978 entre PCF et PCE, le communiqué final rédigé après la rencontre des deux partis à Madrid fait état de divergences importantes :

«De l'examen franc et approfondi de leurs positions respectives, il ressort qu'une différence radicale d'appréciation demeure».

Suite page 38

Suite de la page 36
cadre d'un gouvernement de gauche, avec bien sûr quelques mesures visant à «démocratiser les institutions européennes». Nous sommes bien loin des appels du PCF à l'abrogation du Traité de Rome !

Il est dit dans le programme commun «le gouvernement aura à l'égard de la CEE un double objectif :

- d'une part, participer à la construction de la CEE, à ses institutions, à ses politiques communes avec la volonté d'agir en vue de la libérer de la domination du grand capital, de démocratiser ses institutions, de soutenir les revendications des travailleurs et d'orienter dans le sens de leurs intérêts les réalisations communautaires...

- d'autre part, préserver au sein du Marché commun sa liberté d'action pour la réalisation de son programme politique, économique et social».

Le PCF en 1970 déclarait par la bouche de J. Kanapa : «l'élection au suffrage universel du Parlement européen ne changerait rien. Cette élection se traduirait par le même résultat qu'aujourd'hui à savoir qu'il y siègerait une majorité réactionnaire...», «un tel parlement ne représenterait en rien les peuples de cette partie de l'Europe ; il ne serait qu'un alibi pour le grand capital et ses commis». Deux ans plus tard, le PCF envisageait sa participation dans ce même parlement, et plus encore, revendiquait des pouvoirs supplémentaires : «l'assemblée de la communauté, appelée à voter annuellement le budget, doit pouvoir en contrôler l'exécution. Elle devra aussi être plus étroitement associée à la préparation des décisions de toute nature de la communauté». C'est ainsi en 1973 que pour la première fois quatre représentants du PCF siègent à l'Assemblée européenne. Pour le PCF, alors, l'Europe est à l'heure de l'union de la gauche, et au 20^e congrès (1973) Marchais déclarait : «en Europe il est temps d'établir des rapports nouveaux entre PC et PS de cette région du monde. A l'échelle internationale, comme dans chaque pays, notre mot d'ordre est : UNION...».

Pour aboutir à la signature du programme commun, le PCF n'a pas hésité à mettre en sourdine ses

Suite page 38

ce de la France aux multinationales, à l'Allemagne de Bonn et au «10^e européen» les USA...

Les thèmes mis en avant sont grossiers, d'un chauvinisme cocardier provocant, complètement éloigné de la réalité. Quand on lit «la seule ambition du pouvoir giscardien, c'est de prendre appui sur l'étranger pour s'opposer au peuple de France dans la tradition des émigrés de Coblenz, de Thiers s'alliant à Bismarck contre la Commune, ou de la collaboration pétainiste avec Hitler», dans cet amalgame historique, on reconnaît difficilement le gouvernement français cherchant à faire payer la crise aux travailleurs français. Les références

à 1914, 1945 visant à présenter l'Allemagne comme l'ennemi principal, la description des rouages «implacables» des institutions communautaires à Bruxelles s'évalent partout dans la presse révisionniste.

Or cette propagande sur l'Europe martelée, répétée à tous propos est relativement récente. En effet, elle date de quelques mois, de l'après mars 1978. Alors, le parti révisionniste ne connaissait qu'un refrain, celui des nationalisations, qu'il a mis aujourd'hui en sourdine. A cette époque, il ne portait pas ces anathèmes sur la construction européenne... puisqu'il envisageait sa participation à la CEE.

Suite de la page 37

thèmes nationalistes et anti-européens ; non qu'il les ait abandonnés. Ainsi dans le cadre de sa politique d'union du peuple de France du 20^e congrès, ou de «socialisme aux couleurs de la France», il tente de se présenter comme le meilleur défenseur des intérêts nationaux aux gaullistes, aux chrétiens, aux petits patrons... Le PCF d'autre part va engager dans le cadre du programme commun, dans lequel il était proposé de refaire de l'impérialisme français un pays exportateur agressif, une campagne sur le thème «fabriquons français».

Par la suite, le PCF a radicalement modifié sa position -on a parlé de «virage à 180°»- sur une question qui concerne indirectement l'Europe, la question de la force de frappe française. Jusqu'en mai 1977, le PCF avait toujours été hostile à la force de frappe : «ce n'est pas la mise sur pied d'une périlleuse et ruineuse force de frappe qui peut assurer l'indépendance et la sécurité de la France» disait-il, ajoutant qu'elle était la porte ouverte à un réarmement de la RFA. Après un rapport présenté par Kanapa au comité central sans qu'il n'y ait eu aucun débat au sein du PCF, le parti révisionniste se déclarait favorable à la force de frappe. Il s'agissait alors de la renégociation du Programme commun.

En 1972, parce qu'il s'agissait pour le PCF de s'allier avec le PS, le parti révisionniste ne craignait pas de modifier assez profondément sa position européenne, se déclarant partie prenante de la construction de la CEE, réclamant plus de pouvoirs pour le Parlement européen, y présentant des députés, acceptant la force de frappe...

Aujourd'hui que cherche le PCF avec sa nouvelle campagne chauvine ?

Cette campagne doit être resituée en fonction de la situation actuelle et de ses aspects conjoncturels, et en fonction du projet politique du parti révisionniste, projet qui est en filigrane dans le discours antieuropéen du PCF. Aspect conjoncturel, c'est tout d'abord la proximité du scrutin européen, scrutin à la proportionnelle, qui permet au PCF de s'engager dans l'arène électorale sur ses propres thèmes qui seront les

Suite de la page 37

Carrillo déclarait en outre : «Nous ne comprenons pas la position du PCF. Le PCF pense que l'entrée de l'Espagne dans le Marché commun peut favoriser l'influence de l'Allemagne. Nous pensons au contraire que l'entrée de l'Espagne, comme d'ailleurs de la Grèce et du Portugal, renforcerait la position des pays latins en Europe, ce qui ne serait pas une mauvaise chose, démocratiserait l'Europe. Nous n'acceptons pas qu'on nous dise de Paris, ce qui est bon ou mauvais pour les travailleurs espagnols».

Moins de trois ans après le meeting commun Berlinguer/Marchais à Paris qui avait semblé justifier l'existence de l'«eurocommunisme», les relations entre ces partis PCF, PCP, et PCE, PCI se sont régulièrement dégradées.

Même si aux journées d'étude du «groupe communiste et apparenté de l'Assemblée européenne» de décembre 1978, les parlementaires révisionnistes ont noté que «loin d'être gênantes, les différences sont enrichissantes»..., même si le PCF y découvre un signe d'indépendance et de démocratie, ces divergences portent sur des points non négligeables, sur l'élargissement de la CEE, les pouvoirs du Parlement, l'appartenance à l'OTAN, les relations avec la social-démocratie...

Alors que le PCP et le PCF adoptent largement, sous couvert de sauvegarder l'indépendance de l'Europe face aux USA, les thèses de politique extérieure qui sont ceux de l'autre superpuissance, abandonnant dans cette mesure les thèses de l'eurorévisionnisme, le PCE et le PCI se veulent plus indépendants de l'URSS.

Les révisionnistes espagnols et italiens reprochent également au PCF, depuis l'échec des législatives de 1978 de ne plus faire sien l'objectif d'union avec la social-démocratie, tandis qu'eux développent leurs efforts dans ce sens. En février, une délégation du PCI a ainsi rencontré tous les responsables des différents PS européens, le SPD allemand, le parti travailliste anglais, le PS en la personne de Mitterrand, afin de discuter avec eux des thèses de leur XV^e congrès.

Dernièrement, Carrillo déclarait : «Il faut arriver à un accord sur l'Europe sans cela l'eurocommunisme n'existe pas pleinement».

Cet accord ne semble pas prêt de voir le jour... L'eurorévisionnisme semble bien pour l'instant remis en question.

plus démagogiques possible, afin de récupérer par ses accents poujadistes le maximum de voix. C'est aussi la nécessité de refaire surface après l'échec de mars 1978, de resserrer les rangs dans le parti révisionniste sur un thème unifiant, de tenter d'isoler le PS. Et alors qu'en Lorraine des luttes d'ampleur sont engagées par les sidérurgistes, le PCF manifeste aussi la volonté de les récupérer en les détournant de leur cible.

Mais dans cette campagne du PCF, on retrouve aussi toute la logique de son projet politique, une logique capitaliste, un soutien aux positions du social-impérialisme.

Une campagne démagogique

Pourquoi le PCF axe-t-il tout son système d'explication, l'essentiel de

sa propagande sur l'Europe à quelques mois du scrutin européen ? La réponse est simple. Le PCF prépare ces élections du parlement européen.

● Des visées électorales mal dissimulées

Le type de scrutin des élections de juin, à la proportionnelle, permettant à chaque parti de compter ses voix sans avoir besoin de passer d'alliance avec un autre parti, le PCF n'est pas obligé d'adopter des compromis avec le PS. Sa campagne vise au contraire à affaiblir le PS qui, sur la question de l'Europe, ne développe pas de positions très différentes de la droite giscardienne. En adoptant une position ferme et hostile à la construction européenne, le PCF tente d'accréditer son explication du «virage à droite» du PS, de sa seule responsabilité dans

la rupture de l'union de la gauche en mars 1978. Il compte aussi pouvoir rassembler les suffrages provenant d'un groupement hétéroclite, sur la base de ses mots d'ordre chauvins et de ses explications grossières sur la menace germano-américaine qui pèserait sur l'indépendance de notre pays. On a vu que le parti révisionniste, accusant non à tort le PS d'être droitier, n'est lui-même pas très regardant sur ses propres alliances et accueille dans son «grand rassemblement de la diversité» tout confondus les gaullistes, les gens de droite, les paysans et les PME... sur la seule base de la défense de l'intérêt national. Il s'agit à l'évidence de la politique «d'union du peuple de France» remodelée au goût du jour.

● Détourner les luttes de leur cible

Lorsqu'en Lorraine, les sidérurgistes s'attaquent aux commissariats, à la télévision... ils s'attaquent aux responsables de leurs licenciements, à l'Etat capitaliste français. Dans le même temps, le PCF leur déclare que les responsables sont ailleurs, à Bonn et à Bruxelles, qu'il s'agit de Schmidt et de Davignon et que le gouvernement français n'est responsable que de «brader» la France, y trouvant on ne sait comment son intérêt. Ne s'agit-il pas là de détourner de la véritable cible la lutte des travailleurs, de tenter d'affaiblir une lutte qu'il n'est pas certain de pouvoir contenir ? C'est bien de la même façon que procède le PCF dans le Midi rendant responsable la CEE de la liquidation des petits paysans, liquidation accélérée peut-être par l'intégration européenne mais avant tout liée au système capitaliste et programmée par le gouvernement.

Le PCF rejette les responsabilités de la crise à l'extérieur, indiquant une cible lointaine, sur laquelle les travailleurs n'ont pas de prise, contre laquelle il ne leur est offert que de voter pour des députés PCF européens.

S'il est vrai que la concertation européenne a pu accélérer les plans de restructuration de la bourgeoisie française, c'est bien elle qui en porte la responsabilité et contre qui nos coups doivent être portés.

● Resserrer les rangs

Au lendemain des élections de

mars 1978, le PCF traversait une crise interne grave qui est loin d'être terminée. De nombreuses interrogations se faisaient jour concernant la tactique du parti révisionniste, l'alliance avec le PS et plus largement sur les pays de l'Est, la démocratie...

Il était nécessaire pour la direction du PCF de «resserrer les rangs» et de proposer une perspective à court terme qui puisse faire «oublier» l'échec de mars. Le thème anti-européen se prêtait assez bien à cette opération. Il s'agit en effet d'un thème relativement unifiant, qui, s'en prenant aux lointaines institutions de Bruxelles ou à Bonn fait oublier le gouvernement français et les postes ministériels tant espérés et occupés par d'autres. C'est un thème qui permet de vilipender le PS, et de bien faire comprendre à ceux qui n'en seraient pas convaincus que le responsable de la rupture, de l'échec, c'est bien le parti de Mitterrand.

Ceci explique que dès l'été 1978, le PCF ait engagé, un an à l'avance sa campagne électorale.

Cependant ces efforts n'ont pas remporté que des succès puisque les oppositionnels du courant Elleinstein ont formulé de nombreuses critiques, reprochant à leur direction l'abandon de «l'euro-communisme». La direction du PCF a d'ailleurs réagi de façon particulièrement virulente à ces prises de position (6), les taxant de «lamentables et inadmissibles», de «coup de poignard dans le dos», indiquant ainsi qu'elle ne tolérerait pas d'attaques concernant sa campagne sur l'Europe, son nouveau cheval de bataille.

Une logique capitaliste

Dans le discours du PCF, on retrouve une logique, celle de son projet politique de capitalisme d'Etat. Si ce projet n'est pas actuellement à l'ordre du jour pour le parti révisionniste, la logique qui se dessine à travers les propositions du PCF, c'est bien celle du capitalisme, de la défense des intérêts de l'impérialisme français ; c'est aussi, derrière des critiques superficielles un soutien aux positions de l'URSS.

● Une position très favorable à l'URSS

Dans sa critique de l'Europe ger-

mano-américaine, le PCF emploie le même langage que celui qui était le sien dans les années 1950, alors que les impérialismes occidentaux reconstruits grâce à l'aide américaine étaient sous la coupe de l'impérialisme US, engagés dans la politique de guerre froide, de blocus contre l'URSS, le camp socialiste. Si le PCF ne prend pas en compte le relatif déclin de la superpuissance US, ni les résistances des impérialismes européens aux pressions américaines, il ne fait pas état, c'est évident de la transformation de l'URSS, qu'il continue d'appeler «pays socialiste», l'URSS devenue une superpuissance, la plus agressive aujourd'hui contre les peuples du monde.

De nombreuses propositions du PCF vont dans le sens des grands thèmes développés par le social-impérialisme. Le PCF contribue à accréditer l'idée de la soi disant volonté de détente du social-impérialisme, demandant l'application des accords d'Helsinki, la limitation des armements sans mettre en cause la prolifération des armements de l'URSS. Surtout le PCF insiste sur la nécessité de tisser des liens de plus en plus étroits avec les pays de l'Est. «Il y a un vaste champs d'action inexploité en matière de coopération avec les pays socialistes. Notre pays prend à cet égard dans la période actuelle un retard préjudiciable à ses intérêts» *Le défi démocratique 1973*. Si aujourd'hui le PCF se fait un peu plus discret dans ses appels à la coopération avec l'Est, il lui faut tenir compte des protestations nombreuses, y compris en son sein face à la réalité de ces pays ; si aujourd'hui il ne cite plus le COMECON comme un modèle pour le Marché commun, cette volonté de se rapprocher de l'URSS constitue un des fils conducteurs de la position du PCF.

En affirmant que les usines menacées de fermeture sont rentables ou que le Midi viticole est directement menacé par l'élargissement de la CEE, le PCF ne prend pas la défense des travailleurs, mais celle de la «production française». Il se fait

(6) A propos d'un article de Jean Rony, oppositionnel du courant Elleinstein publié dans *Le Monde* du 29 novembre 78 «L'Eurocommunisme à l'heure des élections»

ainsi le champion d'une nouvelle bataille de la production où il s'agirait pour l'impérialisme français de tenir tête à «l'étranger» face à la concurrence inter-impérialiste. Sa logique, lutte pour la productivité, la rentabilité, la relance de la consommation intérieure, la recherche de nouveaux marchés à l'Est et dans le tiers monde est une logique capitaliste.

Le parti révisionniste parle à tout propos de défense de l'intérêt national, d'indépendance nationale et se déclare le meilleur défenseur de cette indépendance. Mais ce faisant, il détourne les travailleurs de leurs véritables objectifs de lutte.

Les communistes, s'ils combattent avant tout pour l'internationalisme prolétarien luttent également pour l'indépendance nationale. Il ne s'agit cependant point en l'occurrence d'assimiler les intérêts des travailleurs aux intérêts de «la France» comme le fait le PCF, par exemple lorsqu'il déclare en parlant des sidérurgistes : «ils luttent pour défendre leur pain mais surtout pour défendre la France.» Cette France là, c'est celle de la bourgeoisie et des capitalistes, c'est l'impérialisme français. Non, se battre pour l'indépendance nationale aujourd'hui, pour les marxistes-léninistes, cela signifie mettre en garde contre les dangers d'une troisième guerre mondiale que font peser sur les peuples les deux superpuissances

ces USA et URSS, s'employer à faire reculer ces dangers en faisant progresser les facteurs révolutionnaires en France. Se battre pour l'indépendance nationale c'est aussi s'employer à détruire le capitalisme, à bâtir une nouvelle société, le socialisme, qui mettra en œuvre une réelle politique d'indépendance nationale, «brisant tous les rapports impérialistes qui enserrent l'économie nationale dans le marché mondial, les rapports de domination de l'impérialisme français sur sa zone d'influence, comme ses rapports de dépendance vis à vis des autres impérialismes», mettant au poste de commande «la politique de compter sur ses propres forces», «modifiant radicalement le but de la production», «pour satisfaire le mieux possible les besoins» (7). Et c'est là la plus efficace riposte que nous pouvons préparer contre les menaces de guerre des deux superpuissances.

Mais nous devons aussi, et dès maintenant, solidaires avec les autres travailleurs d'Europe, lutter contre les mesures de chômage et de répression dans notre pays, en désigner clairement les responsables, les capitalistes français et leur Etat, et leur porter des coups, et travailler ainsi à l'unité des luttes anti-capitalistes en Europe.

(7) Manifeste pour le socialisme

Marchais prépare les élections européennes à la Réunion

Marchais a effectué dernièrement une visite à la Réunion, au cours de laquelle il s'est efforcé de convaincre le peuple réunionnais de l'importance des prochaines élections européennes.

Une intégration plus poussée de l'Europe risquerait d'aggraver la concurrence entre pays européens, déclare le PCF, et constituerait une menace pour la France et ses colonies... Ce que remet en cause le PCF, c'est le fait que les soi-disant DOM-TOM risqueraient de n'être plus une chasse gardée de l'impérialisme français, mais le terrain des rivalités des impérialismes de la CEE. Pour empêcher cela, Marchais n'a certes pas proposé la lutte pour l'indépendance, mais il a appelé les Réunionnais à voter pour le dirigeant du parti révisionniste réunionnais, Paul Vergès, placé en quatrième position de la liste du PCF. Cette place privilégiée montre l'importance qu'il entend accorder à cette question, qui est pour lui aussi l'occasion de réaffirmer des positions d'alignement sur la superpuissance soviétique. Dans l'Océan Indien si Marchais a critiqué à juste titre la présence des bases militaires américaines et françaises, il a omis systématiquement de dénoncer la présence croissante de l'URSS, notamment de la flotte qui mouille dans de nombreux ports de l'Océan Indien.*

** en février dernier au cours d'une réunion de l'Organisation de l'Unité Africaine (OUA) la commission de décolonisation qui examinait la question de l'indépendance de la Réunion a refusé d'écouter le rapport de Paul Vergès sur l'autonomie et a préféré entendre le rapport présenté par le secrétaire général de l'OCMLR (marxiste-léniniste), Synamali, partisan de l'indépendance de la Réunion.*

Abonnez-vous à Front Rouge

POUR LA FRANCE

PLI NORMAL PLI FERME

6 MOIS	30 F	50 F
1 AN	50 F	100 F

POUR L'ETRANGER : Ecrire au journal

BP 68 - 5 019 PARIS
CCP 31 191 14 LA SOURCE

Demande de contact avec le PCR ml

Nom.....
Prénom.....
Profession.....
Adresse.....
A envoyer à **Front Rouge** BP 68 - 75 019 Paris